Industrie. Nouvelle offre pour Ford Blanquefort

Mercredi, 20 Février, 2019

Mylène Coste

Punch Powerglide a déposé un nouveau projet de reprise pour l'usine girondine du constructeur.

On croyait son sort scellé. Il ne l'est peut-être pas. Une nouvelle offre de reprise de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) a été déposée par Punch Powerglide, a-t-on appris, lundi, à l'issue d'une rencontre à Bercy entre le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, et les représentants des salariés du site automobile.Cette offre va à nouveau être étudiée par la direction de Ford, qui avait annoncé en mars 2018 son intention de se désengager de l'usine de boîtes de vitesses. Depuis, elle a refusé une première offre de Punch Powerglide, pourtant soutenue par l'État et les syndicats.

Des « zones d'ombre » persistantes

« Cette nouvelle offre est une bonne nouvelle, même si des zones d'ombre subsistent sur la viabilité du projet, affiche Vincent Alauze, délégué CGT chez Ford. Visiblement, Punch a mis davantage d'argent sur la table, et on peut supposer que si le groupe souhaite investir autant, c'est qu'il est confiant dans l'avenir du site. Un bémol cependant : Punch Powerglide est incapable d'avancer des lettres d'intention de clients. De son côté, la direction de Ford joue la stratégie de l'échec », estime le syndicaliste.

Le groupe franco-belge prévoit de conserver 350 emplois sur les 850 actuels, « un chiffre en adéquation avec les revendications des syndicats, souligne Vincent Alauze. Dans son business plan, Punch entend cependant atteindre le millier d'emplois d'ici à 2026, en développant progressivement de nouvelles activités. »

De son côté, Bruno Le Maire s'est montré ferme : « Je suis déterminé à trouver une solution de reprise viable pour le site de Ford Blanquefort (…). Je mettrai donc toute mon énergie aux côtés des salariés et des élus, pour donner au projet de Punch toutes ses chances. » Aussi l'État s'est-il dit prêt à financer de manière transitoire un chômage partiel pour les salariés, le temps que l'activité se mette en place.

Si, malgré tout, l'offre était à nouveau refusée par Ford, Vincent Alauze propose un plan B : « l'intervention de l'État. Pourquoi ne pas imaginer une prise de capital à hauteur de 50 %, ou un rachat de l'usine pour la revendre ensuite à Ford ? »

Une nouvelle rencontre entre Punch et Bercy doit se tenir ce mercredi. Les syndicats de Ford Blanquefort seront, quant à eux, reçus lundi prochain au ministère, et n'entendent pas relâcher la pression d'ici là.

Mylène Coste